
M.E.S., Numéro 125, Novembre - Décembre 2022

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 02 novembre 2022



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, novembre - décembre 2022

MATIERES PREMIERES STRATEGIQUES CONGOLAISES : ENJEUX HEGEMONIQUES ENTRE LES ETATS-UNIS ET LA CHINE

par

Trésor MUKENGE MUDI KOLELA
Fleury OMANDJATE MBULU PASSU
Jeannot MAKUNIA NGEBENI
Degault MAYUNGU MATONDO
(Tous) Chercheurs en Relations Internationales,
Université de Kinshasa

Résumé

La présence de la Chine sur le sol congolais n'est pas de bon augure auprès des puissances Occidentales, à l'instar des USA. Actuellement, la Chine devient de plus en plus puissante sur le plan économique face aux USA, c'est pourquoi les Etats Unis fournissent des efforts pour anéantir l'hégémonie chinoise en République Démocratique du Congo. Depuis 2008, la Chine a signé un contrat avec le gouvernement congolais et contrôle seule 80% de minerais en RDC, le marché des véhicules électriques et d'autres gadgets électroniques.

Cependant, les USA multiplient des stratégies et stratagèmes afin de reconquérir les minerais congolais, et cela au détriment de la Chine. Depuis l'avènement de Felix Tshisekedi à la tête du pays, les USA cherchent à imposer leur hégémonie en République Démocratique du Congo, pour que le gouvernement congolais puisse revisiter la majorité des contrats signés dans le secteur minier congolais, car ce sont des contrats léonins, disent-ils. Cette lutte de contrôle des minerais congolais entre les deux grandes puissances passent par les sorties médiatiques et autres combats juridiques sur le sol congolais ; Comble de malheur, en dépit de ses innombrables ressources du sol et du sous-sol, la RD Congo demeure un pays pauvre.

Mots-clés : *matières premières stratégiques, congolaises, enjeux hégémoniques Etats-Unis, Chine*

Abstract

The presence of China on Congolese soil does not bode well for Western powers like the USA. Currently, China is becoming more and more economically powerful against the United States, which is why the United States is making efforts to destroy Chinese hegemony in the Democratic Republic of Congo. Since 2008, China has signed a contract with the Congolese government and alone controls 80% of minerals in the DRC, the market for electric vehicles and other electronic gadgets.

However, the USA is multiplying strategies and stratagems in order to regain Congolese minerals and this to the detriment of China. Since the advent of Felix Tshisekedi at the head of the country, the United States has sought to impose its hegemony in the Democratic Republic of Congo, so that the Congolese government can revisit the majority of contracts signed in the Congolese mining sector, because they are one-sided contracts, they say. This struggle for control of Congolese leads between the two great powers goes through media outlets and other legal battles on Congolese soil; To make matters worse, despite its innumerable resources, the DR Congo remains a poor country despite its soil and subsoil rich in strategic raw materials.

I. POSITION DU PROBLEME

Les ressources minières acquièrent une importance stratégique du fait de leur valeur économique et de la puissance qu'elles confèrent aux pays qui en ont accès. La ruée vers des ressources fut l'un des enjeux majeurs de l'entreprise coloniale et a

continué de l'être même après la décolonisation.¹ Roland Marchal et Christine Messiant soulignent que la fin de la guerre froide a considérablement modifié la configuration des relations internationales, avec des conséquences sur les guerres.²

En Afrique, L'influence chinoise se fait de plus en plus sentir et l'une des principales raisons de cet engouement pour le continent africain est l'accès aux matières premières. En effet, la Chine entretient déjà des relations étroites avec plusieurs pays possédant ces ressources, tels que la Namibie avec son secteur minier et le Nigeria avec son pétrole. La République Démocratique du Congo (RDC) est également touchée par l'influence de celle-ci. Pour sa part, c'est son cobalt qui attire la puissance chinoise dans le pays. La Chine se présente désormais comme le seul maître du jeu qui règne dans le secteur minier congolais depuis la signature du contrat chinois en 2008 entre le gouvernement congolais et les entreprises chinoises.

L'influence chinoise sus évoquée n'est pas de bon augure auprès des autres puissances occidentales, à l'instar des USA, qui depuis un moment se sont lancés dans un conflit économique et commercial avec la Chine. Et pour les USA, il faut mettre fin à l'influence chinoise dans le secteur minier congolais, car laisser un libre champ aux chinois pour continuer l'exploitation des minerais congolais, c'est contribuer naïvement à l'essor de la puissance économique chinoise, alors que depuis un moment, la Chine est devenue la puissance économique mondiale. Si avec le gouvernement Kabila, la Chine pouvait contrôler le secteur minier congolais ; l'avènement de Félix Tshisekedi devrait changer la donne au profit des Américains qui pensent que, le Président Tshisekedi est un partenaire fiable qui peut les aider à reconquérir le secteur minier congolais, conquis depuis plus d'une décennie par la Chine.

Au regard de ce jeu de positionnement pour le contrôle de minerais congolais, pourrions-nous affirmer que le Congo et ses minerais devient source hégémonique des multiples enjeux entre les USA et la Chine ? En guise de réponse : Nous pouvons affirmer, sans crainte d'être contredite, que la RDC et ses minerais deviennent la source des enjeux hégémoniques entre la Chine et les USA.

II. PLACE DES MINERAIS STRATEGIQUES A L'AUNE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

Il est parfois difficile de prédire aujourd'hui quels seront les minerais qui pourraient, avec l'émergence de nouvelles technologies, faire l'objet d'une attention particulière. On peut, par exemple, citer le cas du gallium pour la téléphonie cellulaire.

Dans le secteur de l'armement, parmi les usages spécifiques des minerais, on trouve : le cobalt utilisé dans les alliages de réacteur, les moteurs d'aviation, les outils tranchants, les turbines à gaz des centrales électriques ; le cuivre utilisé dans les torpilles, les essieux ou les soupapes ; le nickel utilisé dans les capsules spatiales et l'électronique ; le chrome utilisé dans les trains d'atterrissage et les tuyaux d'armes à feu ; le niobium utilisé dans les réacteurs, les installations électriques ou les cartouches ; le manganèse utilisé dans l'électronique ou le platine utilisé dans les contacts électriques.³

¹G. WACKERMANN, *Géographie des conflits non-armés*, Ellipses, Paris, 2011, p.130

²R. MARCHAL ET CHRISTINE MESSIANT, *Une lecture symptomatique de quelques théorisations récentes des guerres civiles*, CERI/CNRS-CEA/EHESS, Paris, 2001, p.2

³Christophe-Alexandre Paillard, « La question des minerais stratégiques, enjeu majeur de la géo-économie mondiale, » Dans *Géo-économie* 2011/4 (n° 59), pages 17 à 32

Quelques exemples permettent toutefois d'illustrer plus largement la notion de « caractère stratégique ». Ce sont le coltan, le lithium, le cobalt et le gallium. Le cobalt, un dérivé du cuivre, est un minerai convoité dans la confection de batteries rechargeables au lithium. Ces piles sont nécessaires au fonctionnement des voitures électriques et des téléphones intelligents. Avec un intérêt grandissant des pays et compagnies pour ce type de technologies, les besoins en cobalt ne cessent d'augmenter. En effet, la demande est telle que le prix de la tonne est passé de 23 500 \$ en 2016 à 95 000 \$ en 2018⁴. La République démocratique du Congo est le principal producteur mondial de cette ressource⁵.

III. LA RICHESSE CONGOLAISE : SOURCE DE MALHEURS

Mais cette richesse est aussi source de malheurs. C'est en effet, l'une des principales raisons pour lesquelles la région de l'Est de la RDC est le théâtre depuis plusieurs décennies d'affrontements sanglants entre divers groupes armés, attisés par les pays voisins⁶.

Comme nombre d'observateurs, le chercheur Pierre Jacquemot⁷ constate, dans un article publié en 2009, que « les ressources naturelles du Congo, alimentent la convoitise de certaines puissances et ne sont pas étrangères à la violence que l'on impose à sa population »⁸. L'exploitation des minerais extraits fait accroître en général le risque de guerre dans les zones concernées, car elle permet le financement des groupes rebelles, engendre l'aggravation de la corruption de l'Administration, réveille le sentiment sécessionniste et fragilise la population autochtone.

Si les racines économiques des combats qui se déroulent dans l'Est de la RDC sont avérées, c'est parce qu'elles trouvent un terreau favorable : un Etat failli, marqué par le déficit des gouvernances passées, doté d'une démocratie inachevée et précaire, et qui, en outre, souffre de la malédiction des matières premières.⁹

La coopération entre la République populaire de Chine et la République Démocratique du Congo (RDC) remonte aux années 1970, lorsque ces deux pays avaient tous l'intérêt à rééquilibrer en leur faveur les rapports qu'ils entretenaient avec les pays occidentaux, d'une part, et l'Union Soviétique, d'autre part¹⁰.

En effet, pour soutenir sa croissance économique, affamée en matières premières, la Chine a développé une offensive diplomatique vis-à-vis de la RDC qui est une terre bien pourvue en matières premières. Par voie de fait, la RDC est devenue un pays stratégique pour la Chine.

La dépendance de la Chine envers les matières premières, particulièrement celles de la RDC, constitue le défi majeur de sa diplomatie, c'est la raison principale de sa présence en RDC. Notons que la Chine est marquée par une relative rareté des

⁴JEGOUREL, Yves, « Matières premières RDC : et si détenir du cobalt ne suffisait pas », Le Point Afrique, [En ligne], 04-06-2018, [\[hyperlien\]](#) (Page consultée le 22-05-2022)

⁵BACHÉ, David, « RDC : le nouveau code minier bouscule le secteur », RFI Afrique, [En ligne], 13-06-2018, [\[hyperlien\]](#) (Page consultée le 03-06-2022).

⁶ DIDR (Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches) de l'OFPPRA, « L'exploitation et l'exportation des minerais dans l'Est de la RDC », 14 août 2014, p.3.

⁷Ancien Ambassadeur de France en RDC, Pierre JACQUEMOT est maître de conférences à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et chercheur associé à l'IRIS.

⁸ JACQUEMOT Pierre, « Ressources minérales, armes et violences dans le KIVU (RDC) », Hérodote, *LaDécouverte*, n°134, 3/2009, pp.38-68.

⁹ JACQUEMOT Pierre, 03/2009, art.cit., pp.38-68.

¹⁰ MULENDA D., « la coopération économique CHINE-RDC », in *revue la nouvelle*, n°4, Bruxelles, juin 2013, p.5.

matières premières sur son sol et se place dans une position de forte dépendance pour ses approvisionnements à l'étranger. Cette situation la contraint à aller chercher ailleurs pour éviter l'asphyxie de son appareil économique. C'est ainsi que sa quête de matières premières l'a conduite en RDC.

Comme nous l'avons indiqué précédemment, la Chine est à l'heure actuelle de loin le plus grand importateur du cuivre et du cobalt katangais. Cet appétit pour les matières premières de la RDC se lit également dans les accords de coopération signés entre le gouvernement de la RDC et le consortium d'entreprises chinoises, à travers son protocole portant sur la fixation des modalités de coopération de financement pour le développement des infrastructures en contrepartie de « l'exploitation des ressources naturelles de la RDC ».¹¹

IV. MINERAIS CONGOLAIS : ENJEU HEGEMONIQUE ENTRE LA CHINE ET LES USA

La guerre des minerais de la RDC est de plus en plus ouverte entre les Etats-Unis d'Amérique et la République populaire de Chine, depuis l'éclatement du scandale de l'exploitation minière illicite dans l'Est de la République démocratique du Congo.

A lire les tweets croisés de Peter Pham, bien connu comme envoyé spécial des Etats-Unis dans la région des Grands Lacs par le Département d'Etat américain d'une part ; Zhu Jing, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République populaire de Chine en République démocratique du Congo, d'autre part ; tout porte à croire qu'une guerre froide est déclarée, cette fois-ci au grand jour, entre les deux puissances, chacune voulant s'accaparer les mines de la RDC.

Il sied de signaler que, depuis 2008 sous le régime de Joseph Kabila un contrat à accord a été signé sous forme de troc (cobalt et cuivre contre la construction d'infrastructures) avec un consortium chinois pour un montant de 9 milliards de dollars, renégocié à 6 milliards sous pression du FMI. A ce jour, près de 2,74 milliards ont été décaissés par la partie chinoise, pour l'essentiel sous forme d'investissements.

Sous la houlette des Etats-Unis, la RDC a entamé la révisitation des contrats chinois signés sous Kabila. Car selon les Américains, ceux-ci n'auraient pas été à l'avantage du Congo. Plusieurs observateurs internationaux se posent la question de savoir si la République Démocratique du Congo serait devenue un nouveau théâtre de la guerre froide qui oppose Washington à Pékin. La RDC a procédé à la revisitation des contrats chinois. C'est l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE) qui a lancé un pavé dans la mare en annonçant une évaluation des accords signés plusieurs années auparavant. Il y a une semaine, l'ONG Afrewatch affirmait que les « contrats du siècle » signés en 2008 n'étaient pas si intéressants que cela : la RDC est « perdante », contrairement à ce qui avait été annoncé par Kabila à l'époque.

Cette décision de remettre en cause les contrats chinois n'est pas récente. Cela fait en effet environ un an et demi que les Américains poussent le président congolais à revoir ces accords, indique le journal Africa Intelligence. Et pour en arriver là, les USA ont mis à la disposition de la RDC une équipe d'experts spécialistes de la lutte anti-corruption et du droit minier.

La RDC, avec ses ressources stratégiques, s'invite dans la guerre commerciale USA-Chine. Une guerre qui prend une autre dimension. Dans la capitale congolaise, les diplomates des grands géants se confrontent. Quand l'ambassadeur américain en poste en RDC, Michael Hammer, annonce le 23 décembre 2020 le retour, sur décision

¹¹Voir le préambule du contrat RDC-Chine, signé avec la SINOHYDRO, l'EXIMBANK et la CREC.

de la Maison Blanche, de la RDC dans l'AGOA¹², quelques heures après, l'ambassadeur chinois, Zhu Jing, annonce l'ouverture du grand marché chinois aux « *made in Africa* » et « *made in DRC* ». ¹³Cette intention de révisitation de contrat chinois par le gouvernement congolais a été relayée par les diplomates de deux Etats verrous qui veulent à tout prix contrôler les minerais congolais. C'est ainsi dans son tweet du 6 mai 2022, Peter Pham, le diplomate américain avait salué d'un "Bravo!" la renégociation à venir des contrats chinois au Katanga. La riposte n'a pas tardé du côté Chinois par le biais de Zhu Jing, l'ambassadeur chinois en RDC qui riposta en ce sens : "La RDC et l'Afrique ne doivent pas être le champ de bataille des puissances. Soyons vigilants à ceux qui crient aux combats et cherchent à créer de l'hostilité"....

Il ne fait aucun doute que la RDC est aux prises avec le duel engagé pour le leadership mondial entre la Chine et les Etats-Unis. Un duel sans merci et susceptible d'embraser l'ensemble de la sous-région des Grands Lacs Africains si l'on n'y prête pas attention. Pour cause, il y a bien évidemment la course pour le contrôle des ressources stratégiques. Le monde en veut énormément, au moment où explose le marché des véhicules électriques et d'autres gadgets électroniques. Or, la Chine contrôle à elle seule 80% (ou selon Bloomberg, 99%) de la production congolaise. Les Etats-Unis s'agacent. Ils veulent récupérer le grand retard par rapport à la Chine.

En 2008, Kabila avait fait une grande volte-face et recentré l'économie de la RDC vers les gros parias du bloc Est, à savoir les Chinois, les Arabes du Moyen et Extrême-Orient et les Indo-pakistanaïes. Et pour sa protection internationale, Kabila a ouvert le secteur d'exploitation minière aux Russes, aux Chinois et aux Nord-coréens. Félix Tshisekedi en succédant à Kabila, devait hériter en principe des actifs et des passifs de la diplomatie de son prédécesseur. Or depuis la prise de fonction de Félix Tshisekedi à la tête de la RDC, les verrous diplomatiques semblent bouger, d'autant qu'il avait été élu sur la base d'une promesse de rupture avec le passé. Pour rappel, la Chine contrôle près de 80 % de minerais critiques au niveau mondial et serait sur le point de gagner la guerre des batteries grâce au partenariat stratégique avec la RDC.¹⁴

Mais fort malheureusement, un pays qui semblait acquis pour le développement futur de la Chine, ne semble plus l'être depuis l'alternance politique de 2018.

Quoi qu'il en soit, au-delà du raffermissement des liens diplomatiques, ce sont aussi les enjeux sécuritaires et économiques qui s'affrontent. Pour les Etats-Unis, l'accès aux immenses ressources naturelles de la RDC, principalement le cobalt, est aussi un enjeu sécuritaire de taille. Mr Michael Hammer a effectivement une mission en RDC : endiguer la menace chinoise en garantissant l'approvisionnement de l'Amérique en matières premières critiques et stratégiques. Le Décret Présidentiel américain du 30 septembre dernier est un signe de la volonté manifeste de Donald Trump de freiner l'engagement de la Chine en Afrique en général et la RDC en particulier. La Chine encaisse mais ne tergiverse pas.

L'élection de Joe Biden est une nouvelle donne dans cette confrontation sino-états-unienne. Entre « *made in All of America* » de Biden et « *America First* » de Trump, nous verrons bien quelle tournure prendra d'ici peu la problématique de l'endiguement du partenariat sino-congolais. Mais pour l'heure, la Chine, contre vents

¹²L'AGOA (African Growth and Opportunity Act) est la loi commerciale américaine qui facilite le commerce entre les Etats-Unis et l'Afrique Subsaharienne. La RDC est maintenant réintégrée et peut désormais bénéficier d'importantes opportunités

¹³https://twitter.com/Amb_ZhuJing/status/1341758075674316800?s=20

¹⁴ROLAND POUTRIER., « Les enjeux miniers de la guerre au Kivu », in Les conflits dans le monde. Mise en ligne sur cairn.info le 10 /01 / 2020 et consulté le 04/06/2022 à 16h minutes.

et marées, se montre beaucoup plus entreprenante sur terrain. Elle a notamment finalisé une des transactions commerciales les plus importantes du siècle à ce jour (2,65 milliards de dollars pour l'acquisition de la mine Tenke-Fungurume en RDC). Signalons que, la renégociation qui permet aussi aux Américains de prendre les marchés aux Chinois : General Electric a signé en février 2020 un « Memorandum of Understanding » avec Kinshasa, où il va investir près de 1,8 milliard de dollars.

CONCLUSION

La République Démocratique du Congo regorge des matières premières stratégiques énormes qui contribuent à ce jour dans le progrès technologique de l'automobile, la téléphonie cellulaire, l'industrie d'armement et les laboratoires médicaux. Cependant ces ressources riches ne bénéficient pas aux Congolais, mais plutôt aux grandes puissances, depuis l'époque coloniale jusqu'à ce jour.

Vu leurs utilités stratégiques, chaque Etat puissant veut contrôler le secteur minier congolais. Depuis 2008, la Chine par le biais du contrat chinois conclu entre le gouvernement congolais et les entreprises privées chinoises, contrôle ce secteur. Les USA qui se sentent écartés de ce secteur par le pouvoir Kabila, veulent reconquérir ces espaces vitaux miniers avec l'appui du gouvernement congolais actuel, dirigé par le Président Tshisekedi. Il ne fait aucun doute que la RDC est aux prises du duel engagé pour le leadership mondial entre la Chine et les Etats-Unis. Un duel sans merci et susceptible d'embraser l'ensemble de la sous-région des Grands Lacs Africains, si l'on n'y prête pas attention. Pour cause, il y a bien évidemment la course pour le contrôle des ressources stratégiques.

Que retenir à la fin de cette réflexion ?

Depuis de lustre, les minerais de la RDC ne cessent d'être exploités par les puissances étrangères et cela au détriment de la population congolaise, qui vit sous le seuil d'une pauvreté extrême. Au regard de ce conflit déclaré entre la Chine et les USA au sujet de ces minerais stratégiques, la solution durable consiste à ce que le gouvernement puisse procéder à l'assainissement du secteur, à l'amélioration du climat des affaires, l'instauration d'une bonne gouvernance, le respect strict et l'application sans faille du nouveau code minier publié dans le Journal Officiel de la République Démocratique du Congo, en mars 2018. A ce propos, tous les protagonistes, notamment, la Chine et les USA doivent s'y conformer.

En outre, cette étude recommande au gouvernement congolais, d'adopter des mesures de nature essentiellement techniques et gestionnaires qui seront destinées à doter le pays des normes alignées sur des standards internationaux de développement (Objectifs du développement durable, stratégie de lutte contre la pauvreté), celles-ci permettront, d'une part, à améliorer le climat des affaires pour tous les partenaires de sorte qu'ils aient accès au marché sur une base concurrentielle et cela sans discrimination aucune ni favoritisme, et d'autre part, permettront à ce que l'exploitation minière congolaise soutienne le développement économique, social et culturel national. Les investisseurs devraient payer les redevances, recruter et former les salariés et partager les bénéfices avec les communautés locales congolaises. Les deux grandes puissances économiques en conflit qui veulent contrôler le secteur minier congolais devraient respecter le régime fiscal applicable dans l'industrie minière congolaise. Aucun de deux protagonistes n'a le monopole de contrôle sur les minerais stratégiques congolais. Ils doivent plutôt se conformer rigoureusement à la nouvelle législation nationale en matière d'exploitation minière.

Quant à la revisitation du contrat chinois signé en 2008 avec le gouvernement congolais, il nécessite la mise en place d'une commission ad-hoc qui va réévaluer cet accord afin de permettre à la Gécamines SA, et par ricochet, à l'Etat congolais, de rentrer équitablement dans ses droits.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGE

- JACQUEMOT Pierre, « Ressources minérales, armes et violences dans le KIVU (RDC) », Hérodote, *La Découverte*, n°134, 3/2009, pp.38-68.
- MARCHAL R. et MESSIANT CHRISTINE, *Une lecture symptomale de quelques théorisations récentes des guerres civiles*, CERI/CNRS-CEA/EHESS, Paris, 2001, p.2
- WACKERMANN G., *Géographie des conflits non-armés*, Ellipses, Paris, 2011, p.130

II. REVUES ET ARTICLES

- Ancien Ambassadeur de France en RDC, Pierre JACQUEMOT est maître de conférences à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et chercheur associé à l'IRIS.
- BACHÉ, David, « RDC : le nouveau code minier bouscule le secteur », RFI Afrique, [En ligne], 13-06-2018, [[hyperlien](#)] (Page consultée le 03-06-2022).
- CHRISTOPHE-Alexandre Paillard, « La question des minerais stratégiques, enjeu majeur de la géo-économie
- DIDR (Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches) de l'OFPRA, « l'exploitation et l'exportation des minerais dans l'Est de la RDC », 14 août 2014, p.3
- JEGOUREL, Yves, « Matières premières RDC : et si détenir du cobalt de suffisait pas », Le Point Afrique, [En ligne], 04-06-2018, [[hyperlien](#)] (Page consultée le 22-05-2022)
- MULENDA D., « la coopération économique CHINE-RDC », in *revue la nouvelle*, n°4, Bruxelles, juin 2013, p.5.
- ROLAND POUTRIER., « les enjeux miniers de la guerre au Kivu », in *les conflits dans le monde*. Mise en ligne sur cairn.info le 10 /01 / 2020 et consulté le 04/06/2022 à 16h minutes.

III. DOCUMENTS OFFICIELS

- L'AGOA (African Growth and Opportunity Act) est la loi commerciale américaine qui facilite le commerce entre les Etats-Unis et l'Afrique Subsaharienne. La RDC est maintenant réintégrée et peut désormais bénéficier d'importantes opportunités
- Voir le préambule du contrat RDC-Chine, signé avec la SINOHYDRO, l'EXIMBANK et la CREC.

IV. WEBOGRAPHIE

- https://twitter.com/Amb_ZhuJing/status/1341758075674316800?s=20